



## PREFECTURE DE L'OISE

Direction de la réglementation, des libertés publiques  
et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

Arrêté complémentaire autorisant la société Carrières Degan  
à différer les travaux de remise en état de la parcelle AK 10  
située sur le territoire de la commune de Saint Maximin  
au lieudit « Le Murgé Vignette »

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des collectivités locales ;

Vu le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1er ;

Vu le code du patrimoine, livre V, titre II ;

Vu le code de la voirie routière ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée aux articles R 511-9 à R 511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application des dispositions reprises au titre II, livre V du code du patrimoine et relatives aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article R 516- 2 du code de l'environnement susvisé ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 1999 approuvant le schéma départemental des carrières de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 relatif à la carrière de matériaux calcaires exploitée par la société Carrières Degan sur le territoire de la commune de Saint Maximin, au lieudit « Le Murgé Vignette » ;

Vu la demande présentée le 21 janvier 2009 par M. André Talmon, agissant en qualité de président directeur général de la société Carrières Degan, dont le siège social est situé 102 avenue des Champs Elysées - 75008 - Paris, à l'effet d'obtenir l'autorisation de différer la remise en état des lieux de la parcelle AK 10 prescrite à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Vu les documents joints à la demande précitée ;

Vu le rapport et les propositions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie en date du 3 juin 2009 ;

Vu l'avis en date du 25 juin 2009 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant en formation spécialisée dite des « carrières » ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation de la carrière visant à différer la remise en état des lieux de la parcelle AK 10 constitue un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, tel que prévu à l'article R 512-33 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que les dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement susvisé permettent la prise d'arrêtés complémentaires, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, afin de fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du même code rend nécessaire ;

Considérant qu'il convient alors d'encadrer le sursis demandé par la pétitionnaire par des prescriptions complémentaires afin de pallier les inconvénients pouvant résulter du report des travaux de remise en état ;

La pétitionnaire entendue ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er :**

Le chapitre IV.2 « Impact Paysager » de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mai 2005 susvisé est abrogé et remplacé par :

L'exploitant adopte toute mesure utile à limiter l'incidence paysagère de l'exploitation.

## **ARTICLE 2 :**

Le chapitre IV.3 « Remise en Etat » de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mai 2005 est complété par :

Pour la parcelle AK 10, dans la perspective d'une éventuelle extension du centre de stockage de déchets ultimes de Saint Maximin contigu à la carrière et jusqu'au 2 novembre 2013, soit 18 mois avant la fin de l'autorisation préfectorale d'exploiter la carrière en date du 2 mai 2005 :

- la remise en état consistera au minimum en la mise en sécurité des fronts de taille en tenant compte des recommandations contenues dans le rapport de l'Inéris « DRS - 05 - 65774/R01 » intitulé « Carrière Degan à Saint Maximin - Avis sur la stabilité des fronts rocheux des parcelles AK 1 et AK 10 », d'une part, et en la matérialisation d'une zone de sécurité à environ 10 m des fronts de taille par la mise en place de blocs et de ruban, d'autre part,
- la totalité des terres de découverte sera intégralement conservée et stockée dans l'angle sud-est de la carrière.

Pour la parcelle AK 10, en cas d'autorisation préfectorale d'extension du centre de stockage de déchets ultimes de Saint Maximin contigu à la carrière, l'exploitation laissera place à la création d'un casier destiné à l'élimination des déchets. Dans cette éventualité, la remise en état des lieux consistera en particulier :

- à la purge et à la mise en sécurité des fronts de taille dont la pente résiduelle devra être suffisante pour ne compromettre, pendant et après l'exploitation, ni la sécurité des personnes susceptibles d'évoluer aux environs, ni la stabilité des terrains ou ouvrages voisins,
- au régalage du fond de forme en vue de la réalisation du casier,
- au réemploi possible des matériaux de découverte pour la remise en état du casier du centre de stockage de déchets ultimes.

Pour la parcelle AK 10, en cas d'abandon du projet d'extension du centre de stockage de déchets ultimes de Saint Maximin ou au cas où ce projet ne bénéficierait pas de l'autorisation préfectorale exigible, les travaux de remise en état des lieux édictés à l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 susvisé devront être entrepris avant le 2 novembre 2013, de façon à être complètement terminés à l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière.

La date limite de commencement des opérations de remise en état est avancée au 2 novembre 2012 au cas où à cette dernière date, le dossier de demande d'autorisation d'extension du centre de stockage de déchets ultimes de Saint Maximin sur la parcelle AK 10, constitué conformément aux dispositions des articles R 512-2 et suivants du code de l'environnement, n'aurait pas été déposé auprès du préfet.

## **ARTICLE 3 :**

Le chapitre II.5 « Garanties Financières », paragraphe II.5.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 est modifié comme suit pour prendre en compte l'évolution des surfaces de la seconde phase quinquennale.

Phase	S1 (emprise des infrastructures)	S2 (surface maximale en chantier)	S3 (surface des talus à réaménager)
Fin de la phase 1 (de 0 à 5 ans) et phase 2 (de 5 à 10 ans)	0,1265 ha	5,2250 ha	0,6000 ha

Le montant des garanties financières actualisé à mettre en oeuvre est :

Phase	Indice TP01	TVA	Montant
1 (jusqu'au 2 mai 2010) 2 (du 2 mai 2010 au 2 mai 2015)	Dernier indice connu de Février 2009 : 615,3	19,6 %	198 700 €

**ARTICLE 4 :**

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de la commune de Saint Maximin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais de la pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département, et affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Saint Maximin.

Fait à Beauvais, le 7 juillet 2009.

pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général absent  
le sous-préfet, directeur de cabinet

Raymond YEDDOU